



## ALERTE ROUGE

### *Menace sur tous les services Les multinationales font leur marché*

#### *Le saviez-vous ?*

Depuis le début de l'année 2000 des négociations internationales ont cours à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Objectif : mettre durablement sous l'autorité de l'OMC de nombreux domaines des activités humaines. **Ces négociations se déroulent dans le plus grand secret. Or elles peuvent bouleverser notre vie de tous les jours !**

#### *Mais qu'est ce que l'OMC ?*

L'OMC a vu le jour en 1995. C'est une organisation internationale qui regroupe 145 pays. Tous les grands pays y sont, sauf la Russie.

Le but de l'OMC est de réaliser une nouvelle étape de la mondialisation libérale.

Pour cela elle se cache, cherche l'obscurité, fuit le regard des citoyens et des peuples.

Sa méthode consiste à ne pas brusquer, à procéder par étapes. C'est pourquoi des négociations se tiennent constamment à l'OMC. Et à chaque étape, chaque pays membre de l'OMC soumet à l'autorité de l'OMC de nouvelles activités humaines.

#### *Quel est le problème ?*

Quasiment toutes les activités des femmes et des hommes sont menacées de passer un jour sous l'autorité de l'OMC : éducation, santé, transport, poste, assurance, banque, tourisme, eau, musée, agriculture, industrie. Certaines le sont déjà, partiellement ou en totalité. Quand dans un pays l'une de ces activités passe sous l'autorité de l'OMC, il est en fait impossible de revenir en arrière. Ceci limite le pouvoir des gouvernements futurs ; ceci limite donc le pouvoir de la démocratie.

Quand l'OMC prend sous son autorité une activité humaine, qu'en fait-elle ? La privatise-t-elle ? Elle fait beaucoup plus que cela. Elle considère cette activité comme une simple marchandise, la livre à la concurrence mondiale et lui impose des règles extrêmement strictes. Ces règles offrent un avantage énorme aux entreprises multinationales.

Finalement, quand une activité (par exemple la santé) passe sous l'autorité de l'OMC, le service public mais aussi les mutuelles, les coopératives et les associations sont amenées à disparaître, ou à se réduire à peu de chose.

**En plus, l'OMC réduit le droit des Etats à mettre en place des lois sanitaires, sociales et environnementales. C'est ainsi que l'Union européenne est sanctionnée pour refus d'importer de la viande aux hormones.**

#### *Et si l'éducation était livrée à l'OMC ?*

Aujourd'hui, les enfants des riches sont souvent dans des écoles de meilleure qualité que celles des autres enfants. Sous l'OMC cela serait infiniment pire. Il y aurait aussi des manipulations plus ou moins perceptibles des esprits des élèves. Cela au service des grandes entreprises et des grands privilégiés de la mondialisation libérale. Et pour finir, l'enseignement serait perverti par l'appât du gain et par la mise en concurrence des écoles.

#### *L'OMC s'occupe-t-elle uniquement de commerce ?*

Non, l'OMC s'occupe aussi d'investissement. Elle est en plus en train de mettre en place un marché mondial du travail à durée déterminée. Ce qui tirera les salaires, les conditions de travail et la protection sociales vers le bas.

#### *Qu'est-ce que l'AGCS ?*

L'accord général sur le commerce des services (AGCS) est le secteur de l'OMC qui s'occupe des activités non industrielles et non agricoles (éducation, santé, transport, poste, assurance, banque, tourisme, eau, énergie, culture, etc.).

## *La démocratie en danger*

A l'OMC, des décisions de la plus haute importance devraient être prises d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2005. L'organisation sociale, les droits, l'environnement, ainsi que la démocratie, l'autonomie des individus et celle des peuples sont menacées.

Exigeons d'être informés et exigeons un large débat national. Nous avons notre mot à dire. Quand la démocratie est abandonnée par les gouvernements, c'est au peuple à l'imposer !

## *Le front du refus s'élargit*

Depuis le début de l'année 2002 les déclarations d'internationales syndicales et d'assemblés d'élus (Assemblée des régions d'Europe, Parlement belge, Conseil général de Haute-garonne, Conseil de Paris) se multiplient, tirent la sonnette d'alarme. De plus en plus de syndicats, d'associations, d'ONG, de citoyens se mobilisent. D'ici 2005, tout est possible. Tout dépendra de l'évolution de la mobilisation. L'OMC est sous la responsabilité des gouvernements des Etats membres. **Tout dépendra de notre capacité à remettre les gouvernements sur les rails de la démocratie.**

### **Il faut notamment obtenir :**

- *Immédiatement la transparence sur les activités de l'OMC et sur les négociations que mènent ses Etats membres.*
- *L'interruption (moratoire) des négociations, tant que n'aura pas été réalisée une évaluation de la politique de l'OMC depuis sa création. Les mouvements citoyens doivent pouvoir participer pleinement à cette évaluation.*
- *Le respect par l'OMC des chartes internationales telles que la Déclaration universelle des droits de l'homme et les conventions internationales sur les questions sociales, sanitaires, environnementales et culturelles.*
- *Le retrait du domaine de compétence de l'OMC des secteurs essentiels que sont l'eau, la santé, l'éducation, la culture, l'audiovisuel, les services de communication, les transports, le logement, l'énergie.*
- *Le retrait du domaine de compétence de l'OMC des services publics.*
- *Le respect systématique du principe de précaution en matière d'environnement, de santé publique et d'alimentation.*

**Nous appelons le gouvernement français à prendre position et à agir pour atteindre ces objectifs**

**Pour en savoir plus ou pour rejoindre ce front :** contacter le comité Attac de votre ville ou de votre département, ou consulter le site <http://france.attac.org>.